



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

**AGRICULTURE  
(Direction du Budget, 1935-1984)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Budget du ministère de l'agriculture.....	<a href="#">7</a>
Économie rurale.....	<a href="#">8</a>
Organismes d'intervention agricole, politique agricole, conférences.....	<a href="#">8</a>
Viticulture et production d'alcool.....	<a href="#">9</a>

**Référence**

B-0067207/1 – B-0067219/2

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Agriculture.

**Dates extrêmes**

1935-1984

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 7A (budget des ministres de l'agriculture et de l'environnement et suivi des offices agricoles).

**Importance matérielle**

13 boîtes soit 1,56 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement du 23 janvier 1986 portant la référence PH 07/86.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

Ces cotes sont issues de la recotation des Z-0011974 à Z-0012003.

### **Mode de classement**

Ces archives ont été classées de manière thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce fonds est tout d'abord constitué d'archives relatives à la préparation et à l'exécution du budget du ministère de l'agriculture entre 1954 et 1984, au travers duquel on voit l'action de l'État sur le financement et l'aide à l'agriculture en métropole mais aussi dans les départements d'outre-mer.

On y trouve également des dossiers concernant l'organisation et la gestion du monde agricole et de ses problématiques notamment en ce qui concerne l'économie rurale, la politique agricole (y compris la politique agricole commune) et la viticulture.

### **Indexation**

Économie rurale

Production agricole

Préparation budgétaire

Exécution budgétaire

**B-0067207/2 – B-0067207/3, B-0067214/1 – B-0067214/3, B-0067217/2, B-0067219/1 – B-0067219/2**

Budget du ministère de l'agriculture.

1954-1984

**B-0067207/2**

Abattoirs de la Villette, indemnisation des commissaires en bestiaux : note pour le ministre, notes, correspondance.

1977-1981

**B-0067207/3**

Evolution des revenus agricoles : notes pour le ministre, notes, tableaux.

1971-1983

**B-0067209/2**

Budget de la Communauté économique européenne (CEE) : note pour le ministre, notes.

1970-1980

**B-0067214/1**

Comptes prévisionnels de l'agriculture et aides budgétaires de l'État : notes pour le ministre, notes de la direction de la Prévision (1969-1983) ; commission des comptes de l'agriculture de la nation : rapports (1977-1983).

1963-1983

**B-0067214/2**

Industries agricoles et alimentaires, financement des aides de l'État : notes pour le ministre, notes, correspondance, procès-verbal du Comité de gestion, texte, relevé des décisions du Comité économique et social.

1978-1979

**B-0067214/3**

Aide à la mécanisation agricole, restructuration financière : compte rendu de réunion, notes (1982) ; subvention pour l'acquisition de matériels agricoles : textes, rapport au ministre, notes pour le ministre, notes, correspondance, compte rendu de réunion interministérielle (1954-1983).

1954-1983

**B-0067217/2**

Financement du soutien de l'économie sucrière des départements d'outre-mer : textes, note pour le ministre, notes correspondance, tableaux, comptes rendus de réunions interministérielles.

1978-1983

**B-0067219/1**

Perspectives budgétaires : notes, tableaux, correspondance.

1982-1984

**B-0067219/2**

Préparation de la loi de finances, notes, tableaux (1982-1983) ; préparation du collectif budgétaire : note, correspondance, tableaux (1983) ; fonds de régulation budgétaire : note pour le ministre, notes, correspondance, tableaux (1975-1983) ; structure des recettes et dépenses de la société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) : notes, tableaux (1982-1984) ; régime d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée des activités de l'office national des forêts (ONF) : notes, correspondance, tableaux (1982-1983).

1975-1984

**B-0067207/1, B-0067210/2**

Économie rurale.

1972-1978

**B-0067207/1**

Aides spécifiques dans certaines zones de montagne défavorisées : textes, notes au ministre, notes, correspondance, tableaux.

1972-1978

**B-0067210/2**

Remembrement rural, financement des opérations : textes, notes pour le ministre, correspondance, notes.

1972-1978

**B-0067208/1 – B-0067209/1, B-0067211/1, B-0067213/1, B-0067216/1 - B-0067216/2**

Organismes d'intervention agricole, politique agricole, conférences.

1960-1984

**B-0067208/1**

Conférences annuelles agricoles : notes pour le ministre, notes, correspondance, relevés de décisions, comptes rendus de réunions interministérielles, tableaux.

1981-1983

**B-0067208/2**

Association nationale de révision à la coopération agricole, approbation des comptes et du budget : notes, correspondance, tableaux, rapports du conseil d'administration.

1980-1984

**B-0067209/1**

Politique agricole commune (PAC), bilan et perspectives : notes pour le ministre, notes (1970-1980). Application de la réglementation communautaire aux départements d'outre-mer : notes, compte rendu de réunion, correspondance (1978-1979).

1970-1980

**B-0067211/1, B-0067213/1**

Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA).

1960-1982

**B-0067211/1**

Attributions et fonctionnement : textes, notes pour le ministre, notes, tableaux, correspondance (1960-1982) ; règlement comptable : textes, notes pour le ministre, notes, correspondance (1961-1977) ; régime fiscal des subventions versées à des exploitants agricoles : notes pour le ministre, correspondance, notes, rapport du conseil de direction (1962-1974) ; conseil de direction : procès-verbaux de réunions (1963-1980).

1960-1982

**B-0067213/1**

Comptes et gestion : rapports de la Cour des comptes (1976-1980) ; commission de vérification des comptes des entreprises publiques : rapport (1971-1972) ; vérification de l'Inspection générale des finances : rapport (1970).

1970-1980

**B-0067216/1**

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), gestion : rapports de la Cour des comptes (1973-1976) ; prise en charge afférente aux correctifs tarifaires régionaux : textes, notes pour le ministre, notes, correspondance, comptes rendus de réunions interministérielles (1965-1975).

1965-1976



**B-0067216/2**

Caisse nationale de Crédit agricole, comptes et gestion : rapports de la Cour des comptes.

1975-1981

**B-0067210/1, B-0067212/1, B-0067215/1 – B-0067215/2, B-0067217/1, B-0067218/1 - B-0067218/2**

Viticulture et production d'alcool.

1935-1984

**B-0067210/1**

Importations de vins italiens : notes pour le ministre, notes, correspondance (1975-1982) ; renseignements statistiques hebdomadaires : tableaux (1981-1984).

1975-1984

**B-0067212/1**

Situation du marché du vin : notes pour le ministre, notes, notes d'informations de l'Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT), rapport de la direction générale des impôts, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance (1975-1982) ; conditions de production des vins de pays : textes, notes pour le bureau du cabinet, notes pour le ministre, correspondance (1980-1982) ; indemnisation des viticulteurs et pépiniéristes : texte, notes, correspondance (1956-1976) ; insuffisance de la coordination des divers organismes du secteur viti-vinicole, référés de la Cour des comptes : notes, correspondance (1970-1974) ; restructuration de vignoble : note pour le ministre, notes, correspondance, textes, tableaux (1976-1981) ; réforme du régime de la chaptalisation (enrichissement du vin) : notes pour le ministre, textes, notes, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance (1977-1979).

1956-1982

**B-0067215/1**

Service des alcools, organisation et fonctionnement : notes pour le ministre, notes pour la direction du Budget, textes, rapport au Président de la République, notes, correspondance (1935-1983) ; régime fiscal : note pour le ministre, correspondance (1963-1974) ; état des prévisions de recettes et dépenses : notes pour le ministre, rapports au premier ministre, textes, tableaux (1976-1983) ; Commission des alcools : procès-verbal de réunion (1978-1984).

1935-1984

**B-0067215/2**

Aménagement du régime économique de l'alcool : notes pour le ministre, notes, correspondance, comptes-rendus des réunions du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne.

1975-1983

**B-0067217/1**

Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT), attribution des primes de reconversion pour l'arrachage de la vigne : notes pour le ministre, notes, correspondance, tableaux (1976-1984) ; aide à la trésorerie des viticulteurs : note pour le ministre, notes, correspondance, compte rendu de réunion interministérielle (1981-1982) ; aide en faveur des contrats interentreprises : notes, correspondance, circulaire de l'ONIVIT, décisions ministérielles (1982-1983) ; gestion : rapports de la Cour des comptes (1976-1981) ; financement par le Crédit agricole des vins placés sous contrat de stockage : note, correspondance (1981-1982) ; garantie de prêt sur contrats de stockage : note pour le ministre, note, correspondance (1977-1979) ; préfinancement de la part communautaire des indemnités d'arrachage de vigne : textes, note, correspondance, tableau (1977).

1976-1984

**B-0067218/1**

Économie cidricole, organisation : textes, notes pour le ministre, notes, correspondance, comptes rendus des réunions du groupe de travail "Économie cidricole" (1960-1975) ; modalités d'indemnisation des fermetures de distilleries d'alcool de pomme ou poire : texte, notes pour le ministre, notes, correspondance, circulaires interministérielles (1957-1972) ; indemnisation pour arrachages d'arbres à cidre et à poiré : textes, notes au Ministre, rapports au Premier ministre, notes, correspondance (1961-1968) ; fixation des contingents de production et du prix d'achat de l'alcool de pommes : textes, notes pour le ministre, notes, procès-verbal de la commission des alcools, correspondance (1978-1985).

1957-1985

**B-0067218/2**

Production d'alcool, fixation du prix d'achat des alcools de betterave et de mélasse : textes, notes au Ministre, notes, correspondance (1974-1985) ; exportations françaises d'alcool : notes pour le ministre, notes, correspondance (1982-1983).

1974-1985